

devaient importer du pétrole de l'Orient, ils ont eu quand même l'obligeance de nous fournir leur pétrole.

Aujourd'hui nous exportons du pétrole et ce commerce ne pose aucun problème. On exporte le pétrole vers l'ouest central des États-Unis par voie de Gretna, au Manitoba. Faut-il souligner que c'est un avoir à fonds perdu, alors que celui dont il s'agit dans le présent débat est un bien récupérable et se classe dans une catégorie tout à fait différente. Permettez-moi de mettre la question en lumière pour ce qui est du gaz. A l'heure actuelle, on exporte du gaz en vertu d'un permis, d'un secteur bien isolé du sud de cette province où ne se trouve aucune concentration d'industries. On exporte ce gaz à l'*Anaconda Copper Company*, d'Anaconda (Montana), et personne ne pousse les hauts cris à ce sujet. Pourquoi les libéraux n'ont-ils pas tempêté lorsque l'Alberta a conclu son entente avec la société Anaconda?

Le très hon. M. Howe: Cette entente a été proposée par le gouvernement fédéral et recommandée au gouvernement d'Alberta. Cette province a approuvé cette proposition et lui a donné suite, de sorte que l'exportation du gaz se fait maintenant en vertu d'un permis fédéral.

M. Low: Relevons qu'il trahissait en cela son manque d'esprit de suite. Il faut dire aussi que l'Alberta ne lui a pas ménagé sa collaboration à cet égard. Pouvions-nous faire autre chose? Nous n'avions pas à leur donner l'approvisionnement. Nous en avons le contrôle à l'intérieur de la province et aucun gouvernement libéral n'aurait pu trouver à redire à cela. Mais il y a plus. A l'heure actuelle, on prend des dispositions en vue d'exporter du gaz naturel de l'Alberta jusque à l'Est canadien et, en même temps, dans les États de l'Ouest central. Où est la logique dans une telle ligne de conduite?

Le très hon. M. Howe: Qui nous a demandé de prendre des dispositions en ce sens?

M. Low: C'est nous, bien entendu, mais nous avons demandé plus que cela. Nous avons demandé l'adoption d'une ligne de conduite qui nous permettrait d'exporter ce gaz et qui garantirait aux producteurs de notre province un prix à la source suffisant. Je ne suis pas sûr que le ministre ou le Gouvernement ait fait preuve de sagacité dans tout ce marché.

Le très hon. M. Howe: Vous êtes passés maîtres dans l'art de déplacer la question.

M. Low: Nous ne déplaçons pas la question. J'ai déjà signalé comment le Gouvernement manque d'esprit de suite en cette

affaire. Arrêtons-nous un instant à la question de l'électricité. J'ai dit que, déjà, on exporte de l'électricité de la Colombie-Britannique à un groupe d'entreprises d'énergie du Nord-Ouest.

Le très hon. M. Howe: Provisoirement.

M. Low: Provisoirement ou non, peu importe! L'important est qu'on en exporte et, s'il faut craindre que s'établissent des situations acquises outre-frontière, il y a autant de danger dans le cas des exportations dont je parle qu'il y en aurait dans le cas du projet en discussion.

Le très hon. M. Howe: Divagations!

M. Low: Au lieu de blaguer, servons-nous donc un peu de logique et de raisonnement. L'entreprise d'énergie atomique, qui relève du ministre, fabrique du plutonium et d'autres dérivés de l'uranium à Chalk-River et en exporte aux États-Unis. Je suis d'avis qu'on saurait facilement démontrer que ces dérivés fissionables de l'uranium pourraient être bien plus importants pour notre pays dans les années à venir que ne le sera jamais la quantité d'énergie hydroélectrique comparativement faible en cause dans l'entreprise Kaiser. Mais les libéraux ne s'émeuvent guère à ce sujet.

On devrait retirer le bill n° 3 et le garder en réserve, tant que le gouvernement n'aura pas assez de bon sens pour dresser, de concert avec les provinces, un programme satisfaisant et complet en matière d'énergie naturelle, un programme qui tienne compte des meilleurs intérêts de tout le pays. Peut-être constatera-t-on, après cela, qu'une mesure comme le bill n° 3 s'insère dans la mise en œuvre d'un programme d'ensemble. Dans ce cas, j'imagine que des gens intelligents de partout s'en rendront compte et collaboreront en vue de l'adoption d'une telle mesure législative. Mais présentons-le d'une façon raisonnable, comme faisant partie d'un programme complet d'énergie naturelle et de combustibles.

Il est toujours embarrassant d'essayer d'évaluer un bill en le rattachant à une unique entreprise, à un unique projet. Ceux qui tâchent de faire adopter ce bill n° 3 s'efforcent de leur mieux à en camoufler le véritable sens en parlant contamment du barrage Kaiser et du programme de mise en valeur du Columbia. Dans toute cette affaire, le parti libéral a joué, sur l'échiquier politique, une partie si louche que beaucoup de ses partisans ne reconnaissent plus au juste l'objectif ni la fin véritable de la mesure. Voilà pourquoi avant de terminer mes observations, je voudrais ramener le débat au principe essentiel du projet de loi.

M. Byrne: C'est votre parti qui l'a oblitéré.